

VI. Disposition finale.

Art. 13. La présente décision produit ses effets le 1^{er} janvier 2011 et est d'application jusqu'au 31 décembre 2011 inclus.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 30 mars 2011.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

VI. Slotbepaling.

Art. 13. Deze beslissing treedt in werking op 1 januari 2011 en heeft een uitwerking tot en met 31 december 2011.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 2011.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2011 — 1108

[C — 2011/11147]

12 AVRIL 2011. — Arrêté royal portant des mesures de promotion de la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif des usagers des services des centres publics d'action sociale pour 2011

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de finances du 22 décembre 2010 pour l'année budgétaire 2011, l'article 2;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant l'organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Considérant que l'exclusion des personnes défavorisées se situe dans tous les domaines de la vie, y compris la vie sociale et culturelle et sur les réseaux numériques;

Considérant que la participation à la société de l'information est un droit élémentaire constitutif de la dignité humaine;

Considérant que l'épanouissement social et culturel est un droit fondamental;

Considérant que la loi de finances ouvre les crédits provisoires pour les trois premiers mois de 2011, que d'autres arrêtés seront pris pour engager le montant restant de la subvention équivalent aux neuf derniers mois;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 25, 27 et 28 janvier 2010;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 février 2011;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application de cet arrêté sont entendus sous :

— centre, centres : le centre public, respectivement les centres publics, d'action sociale;

— usager: toute personne qui fait usage des services publics relevant des missions du centre, sous quelle que forme que ce soit;

financement : paiement d'une action soit par la prise en charges des frais soit par la remise d'un chèque.

Art. 2. Une subvention est octroyée aux centres en vue de favoriser la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif de leurs usagers.

Ils peuvent utiliser cette subvention pour :

1^o le financement total ou partiel de la participation des usagers à des manifestations sociales, sportives ou culturelles;

2^o le financement total ou partiel de la participation des usagers à des associations sociales, culturelles ou sportives y compris les cotisations et les fournitures et équipements nécessaires à cette participation;

3^o le soutien et financement des initiatives du ou pour le groupe-cible au niveau social, culturel ou sportif;

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2011 — 1108

[C — 2011/11147]

12 APRIL 2011. — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter bevordering van de maatschappelijke participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor 2011

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op van financiewet 22 december 2010 voor het begrotingsjaar 2011, artikel 2;

Gelet op de wet 22 mei 2003, houdende de organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot en met 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende dat de uitsluiting van de mensen die in armoede leven zich op alle domeinen van het leven situeert, met inbegrip van het sociale en culturele leven en de digitale netwerken;

Overwegende dat de deelname aan de informatiemaatschappij een elementair recht is dat deel uitmaakt van de menselijke waardigheid;

Overwegende dat maatschappelijke en culturele ontplooiing een grondrecht is;

Overwegende dat de financiewet de voorlopige kredieten voor de eerste drie maanden van 2011 opent, dat andere besluiten zullen genomen worden om de resterende bedragen van de subsidie vast te leggen, equivalent aan de laatste negen maanden van het jaar;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25, 27 en 28 januari 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 2011;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :
- centrum, centra : het openbaar centrum, respectievelijk de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

- gebruiker : de persoon die gebruik maakt van gelijk welke vorm van de openbare dienstverlening behorend tot de opdrachten van het centrum;

financiering : bekostiging van een activiteit, hetzij door het ten laste nemen van de kosten hetzij door het uitreiken van een cheque.

Art. 2. Een subsidie wordt toegekend aan de centra om de sociale participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van hun gebruikers te bevorderen.

Zij kunnen deze subsidie aanwenden voor :

1^o de volledige of gedeeltelijke financiering van de deelname door de gebruikers aan sociale, sportieve of culturele manifestaties;

2^o de volledige of gedeeltelijke financiering van de deelname door de gebruikers aan sociale, culturele of sportieve verenigingen met inbegrip van lidgeld en de voor de deelname noodzakelijke benodigdheden en uitrustingen;

3^o de ondersteuning en financiering van initiatieven van of voor de doelgroep op sociaal, cultureel of sportief vlak;

4° le soutien et le financement des initiatives qui favorisent l'accès et participation du groupe cible aux nouvelles technologies d'information et de communication, à l'exclusion des fins visées sous 5;

5° l'allocation d'un montant de cent euros (100 EUR) maximum par bénéficiaire pour l'achat d'un ordinateur recyclé via les filières de reconditionnement.

Le centre est libre de déterminer parmi les groupes d'usagers les groupes prioritaires qui se trouvent dans la situation la plus défavorisée.

Art. 3. Une subvention particulière est octroyée aux centres pour les activités liées à la non-reproduction de la pauvreté chez les enfants des usagers des centres.

Les centres peuvent utiliser cette subvention pour :

1° le financement total ou partiel d'une aide sociale en vue de permettre aux enfants des usagers une intégration sociale par la participation à des programmes sociaux.

Sont ainsi visées :

— aide sociale dans le cadre de la participation à des programmes sociaux;

— aide sociale dans le cadre d'un soutien scolaire;

— aide sociale dans le cadre d'un soutien psychologique pour l'enfant ou pour les parents dans le cadre de la consultation avec un spécialiste;

— aide sociale dans le cadre d'un soutien paramédical;

— aide à l'achat d'outil et de jeux pédagogiques.

2° le financement total ou partiel d'initiatives avec ou en faveur des enfants des usagers en vue de favoriser leur intégration sociale. Sont ainsi visés les frais relatifs à la mise en place d'actions visant à intégrer socialement les enfants défavorisés.

Art. 4. § 1^{er}. Pour la réalisation des fins visées à l'article 2, deuxième alinéa, 1° à 4°, une subvention d'un million six cent soixante-quatre mille (1.664.000,00) euros, est octroyée aux centres.

Cette subvention est imputée au crédit inscrit au budget général des dépenses pour l'année 2011, section 44, division organique 55, allocation de base 11.43.52.01.

§ 2. La subvention visée au § 1^{er} est répartie parmi les centres conformément à la clé de répartition suivante :

— 50 % sur la base du nombre de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance visés à l'article 37, §§ 1^{er} et 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans la commune en date du 1^{er} janvier 2010;

— 50 % sur la base du nombre d'ayants droit à l'intégration sociale visés par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale dans la commune en date du 1^{er} janvier 2010.

Les montants résultants sont arrondis en unités d'un euro.

La répartition par centre est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 5. § 1^{er}. Pour la réalisation de la fin visée à l'article 2, deuxième alinéa, 5°, une subvention de quatre vingt-six mille six cent septante-cinq (86.675,00) euros est octroyée aux centres.

La subvention est imputée au crédit inscrit au budget général des dépenses pour l'année 2011, section 44, division organique 55, allocation de base 11.43.52.03.

§ 2. La subvention visée au § 1^{er} est répartie parmi les centres conformément à la clé visée à l'article 4. Les montants ainsi calculés sont arrondis à des unités de 100 euros.

Art. 6. § 1^{er}. Pour la réalisation des fins visées à l'article 3, une subvention d'un million cinquante mille (1.050.000,00) euros est octroyée aux centres.

Cette subvention est imputée au crédit inscrit au budget général des dépenses pour l'année 2011, section 44, division organique 55, allocation de base 11.43.52.01.

§ 2. La subvention visée au § 1^{er} est répartie parmi les centres conformément à la clé visée à l'article 4.

Les montants résultants sont arrondis en unités d'un euro.

4° de ondersteuning en financiering van initiatieven die de toegang en participatie van de doelgroep tot de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën bevorderen, met uitsluiting van de doeleinden onder 5;

5° de toekenning van een bedrag van ten hoogste honderd euro (100 EUR) per begunstigde voor de aankoop van een gerecycleerde computer via hergebruikcentra.

Het staat het centrum vrij om binnen de groep van gebruikers de prioritaire doelgroepen af te bakenen die zich in de meest achtergestelde situatie bevinden.

Art. 3. Een specifieke subsidie wordt toegekend aan de centra voor de activiteiten gelieerd aan de niet-verderzetting van de armoede bij de kinderen van gebruikers van de centra.

De centra kunnen deze subsidie aanwenden voor :

1° de volledige of gedeeltelijke financiering van maatschappelijke dienstverlening om de maatschappelijke integratie van kinderen van gebruikers via deelname aan sociale programma's te bevorderen.

Worden inzonderheid bedoeld :

— maatschappelijke dienstverlening in het kader van de deelname aan sociale programma's;

— maatschappelijke dienstverlening in het kader van onderwijs-ondersteuning;

— maatschappelijke dienstverlening in het kader van psychologische ondersteuning voor het kind of voor de ouders in het kader van de raadpleging van een specialist;

— maatschappelijke dienstverlening in het kader van paramedische ondersteuning;

— steun bij de aankoop van pedagogisch materiaal en spellen;

2° de volledige of gedeeltelijke financiering van initiatieven met of voor kinderen van gebruikers om hun maatschappelijke integratie te bevorderen. Worden inzonderheid bedoeld de kosten voor het opzetten van acties met het oog op de sociale integratie van kansarme kinderen.

Art. 4. § 1. Voor de verwezenlijking van de doelstellingen beoogd in artikel 2, tweede lid, 1° tot en met 4°, wordt een subsidie van één miljoen zeshonderdvierenzestigduizend (1.664.000,00) euro aan de centra toegekend.

Deze subsidie wordt aangerekend op het krediet ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2011, sectie 44, organisatieafdeling 55, basisallocatie 11.43.52.01.

§ 2. De subsidie bedoeld in § 1 wordt onder de centra verdeeld overeenkomstig volgende verdeelsleutel :

— 50 % op basis van het aantal rechthebbenden op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming als bedoeld in artikel 37, §§ 1 en 19 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, in de gemeente op 1 januari 2010;

— 50 % op basis van het aantal gerechtigden op maatschappelijke integratie als bedoeld door de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie in de gemeente op datum van 1 januari 2010.

De bekomen bedragen worden afgerond op eenheden van één euro.

De verdeling per centrum wordt als bijlage aan dit besluit gevoegd.

Art. 5. § 1. Voor de verwezenlijking van de doelstelling beoogd in artikel 2, tweede lid, 5°, wordt een subsidie van zesentachtigduizend zeshonderd vijfenzeventig (86.675,00) euro toegekend aan de centra.

Deze subsidie wordt aangerekend op het krediet ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2011, sectie 44, organisatieafdeling 55, basisallocatie 11.43.52.03.

§ 2. De subsidie bedoeld in § 1 wordt onder de centra verdeeld in overeenstemming met de sleutel in artikel 4. De zo bekomen bedragen worden afgerond op eenheden van 100 euro.

Art. 6. § 1. Voor de verwezenlijking van de doelstellingen beoogd in artikel 3, wordt een subsidie van één miljoen en vijftigduizend euro (1.050.000,00) aan de centra toegekend.

Deze subsidie wordt aangerekend op het krediet ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2011, sectie 44, organisatieafdeling 55, basisallocatie 11.43.52.01.

§ 2. de subsidie bedoeld in § 1 wordt onder de centra verdeeld in overeenstemming met de sleutel vermeld in artikel 4.

De bekomen bedragen worden afgerond op eenheden van één euro.

Art. 7. En application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le centre peut conclure des conventions de coopération avec des organisations qui ont pour but la promotion de la participation sociale, culturelle et sportive des personnes défavorisées et leur accès aux nouvelles technologies d'information et de communication.

Ils peuvent confier la réalisation d'une partie ou de la totalité des objectifs visés aux articles 2 et 3 à ce partenaire, qui est indemnisé pour ses frais.

Les frais de gestion représentent au maximum 10 % de cette indemnisation.

Le cas échéant, la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est d'application.

Art. 8. § 1^{er}. Les centres qui, conformément aux articles 4, § 2, et 6, § 2, bénéficient d'une subvention égale ou supérieure à 6.250 euros, peuvent valoriser les frais de leur personnel directement impliqué à la réalisation des objectifs visés aux articles 2 et 3, à concurrence de 10 % maximum du montant net justifié de la subvention.

Sont assimilés à ceux-ci, les centres qui concluent entre eux une convention de coopération en vue de l'utilisation coordonnée de la subvention, et dont les subventions cumulées selon les articles 4, § 2 et 6, § 2, sont égales à ou supérieures à 6.250 euros.

§ 2. Les indemnisations des personnes associées à la réalisation des objectifs sans faire partie du personnel du centre, peuvent être considérées comme frais de fonctionnement et sont, à ce titre, éligibles dans le cadre de la subvention.

§ 3. Une participation éventuelle aux frais par les usagers ou d'autres participants doit être déduite des frais justifiés.

§ 4. Les investissements et achats durables à partir de 500 euros hors T.V.A. ne peuvent en aucun cas être pris en charge.

§ 5. La liquidation des frais couverts par cet arrêté doit avoir lieu pendant la durée de cet arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. Une avance de 50 % du montant visé à l'article 4 est versée au centre dans les cinq jours de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*.

§ 2. Un solde de 50 % au maximum du montant visé à l'article 4 est versé au centre après approbation d'un rapport final introduit comme fixé à l'article 11.

Art. 10. Une avance de 50 % du montant visé à l'article 6 est versée au centre dans les cinq jours de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*.

Lors de la justification de la subvention tel que mentionnée à l'article 11, § 1^{er}, le solde justifié restant sera versé au centre.

Art. 11. § 1^{er}. En vue de justifier l'utilisation des subventions, le centre fournit pour le 28 février 2012, un rapport électronique, comportant un aperçu d'activités et un aperçu financier. Ce rapport doit être transmis par l'application web "Rapport unique".

Les pièces justificatives originales restent à disposition en vue du contrôle de la subvention.

Les montants non utilisés ou non justifiés seront remboursés à l'Etat au plus tard le 1^{er} novembre 2012.

Art. 12. La période de subvention du présent arrêté court du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

Art. 14. La Ministre de l'Intégration sociale et le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale
et à la Lutte contre la Pauvreté,
Ph. COURARD

Art. 7. In toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kan het centrum samenwerkingsverbanden afsluiten met organisaties die de sociale, culturele en sportieve participatie en de toegang tot nieuwe informatie- en communicatietechnologieën voor mensen die in armoede leven als doelstelling hebben.

Zij kunnen de verwezenlijking van een deel of het geheel van de doelstellingen bedoeld in artikelen 2 en 3 toevertrouwen aan deze partner, die voor de gemaakte kosten wordt vergoed.

De beheerskosten vertegenwoordigen ten hoogste 10 % van deze vergoeding.

In voorkomend geval is de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen van toepassing.

Art. 8. § 1. De centra die volgens artikelen 4, § 2 en 6, § 2, een subsidie genieten gelijk aan of hoger dan 6.250 euro, kunnen de kosten van hun personeel dat direct betrokken is bij de verwezenlijking van de doelstellingen beoogd in artikelen 2 en 3, voor ten hoogste 10 % van het verantwoorde nettobedrag op deze subsidie aanrekenen.

Worden hiermee gelijkgesteld : de centra die onderling een samenwerkingsovereenkomst afsluiten om de subsidie op gecoördineerde wijze aan te wenden, en van wie de gecumuleerde subsidies volgens artikelen 4, § 2 en 6, § 2, gelijk zijn aan of hoger dan 6.250 euro.

§ 2. De vergoedingen voor de personen die niet als personeelslid van het centrum zijn ingeschakeld bij de verwezenlijking van de doelstellingen worden beschouwd als werkingskosten en zijn als dusdanig aanvaardbaar om op deze subsidie te worden aangerekend.

§ 3. Een eventuele deelname in de kosten door de gebruikers of andere deelnemers dient van de verantwoorde kosten te worden verminderd.

§ 4. Investerings- en duurzame aankopen vanaf 500 euro exclusief btw kunnen in geen geval worden ten laste genomen.

§ 5. De vereffening van de kosten gedekt door dit besluit dient plaats te vinden tijdens de looptijd van dit besluit.

Art. 9. § 1. Een voorschot van 50 % van het bedrag bedoeld in artikel 4 wordt aan het centrum overgemaakt binnen vijf dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Een saldo van ten hoogste 50 % van het bedrag bedoeld in artikel 4 wordt uitgekeerd aan het centrum na goedkeuring van een eindverslag ingediend zoals bepaald in artikel 11.

Art. 10. Een voorschot van 50 % van het bedrag bedoeld in artikel 6 wordt aan het centrum overgemaakt binnen vijf dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij de verantwoording van de subsidie zoals bedoeld in artikel 11, § 1, zal het verantwoorde saldo worden overgemaakt aan het centrum.

Art. 11. § 1. Om het gebruik van de subsidies te verantwoorden, dient het centrum vóór 28 februari 2012 een elektronisch verslag in, bestaande uit een activiteitenoverzicht en een financieel overzicht. Dit rapport dient via de webapplicatie "Uniek Jaarverslag" te worden overgemaakt.

De originele bewijsstukken blijven ter beschikking met het oog op de controle op het gebruik van de subsidie.

De niet-gebruikte of niet-verantwoorde bedragen zullen ten laatste op 1 november 2012 aan de Staat worden terugbetaald.

Art. 12. De subsidieperiode van dit besluit loopt van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2011.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

Art. 14. De Minister van Maatschappelijke Integratie en de Staatssecretaris van Maatschappelijke Integratie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 april 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie
en Armoedebestrijding,
Ph. COURARD